

Lord Adair Turner : l'erreur comme un grand art politico social

Posté le : 12 août 2017 17:20 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
Catégorie: Attitudes, Crise financière, Réforme, Economie et politique

Adair Turner est probablement ce qu'on trouve au Royaume Uni de plus proche d'un Énarque Compassionnel français. Il est passé des postes publics aux postes privés et retour dans une belle chorégraphie, digne de nos meilleurs Inspecteurs des finances. Il a trempé dans tout et rien et cautionné toutes les imbécillités à la mode, un temps, avant de les dénoncer. Il restait à mettre tout cela dans un livre ce qu'il fit avec *Between Debt and the Devil : Money, Credit, and Fixing Global Finance*, Princeton University Press, 2015, 320 p. (ISBN 978-0691169644) qui a été traduit et publié en France sous le titre : « Reprendre le contrôle de la dette. Pour une réforme radicale du système financier » ; Édition de l'Atelier. (ISBN 2-7082-4513-6).

« Turner est Directeur général de la Confédération de l'industrie britannique (CBI) de 1995 à 1999. Dans ce rôle, il est l'un des principaux promoteurs de l'adhésion britannique à l'euro -- une position qu'il a avoué plus tard être erronée », écrit Wikipédia.

De 2000 à 2006 il est vice-président de Merrill Lynch pour l'Europe. Il est donc banquier au pire moment des folies bancaires. En vérité il a un poste politique et peu financier. Ce qui lui permettra de faire feu sur la finance en quittant le poste.

Plus tôt il avait été un fanatique de la taxe Tobin, une erreur majeure.

Plus tard il sera pour 5 ans président du FSA, la Financial Services Authority, qui supervise les marchés financiers, ce qui est bien normal pour un homme de Merrill Lynch.

C'est cette expérience qu'il monétise par des conférences et ce livre.

Une telle girouette est toujours dans le politiquement correct du moment et l'originalité de ses réflexions est exactement nulle. Son intérêt doit se chercher dans une capacité presque surhumaine à cumuler toutes les sottises que l'on a pu écrire sur la crise et ses solutions, alourdie par un art très particulier d'aller les chercher et dans les milieux anglo-saxons et dans le fond de sauce social-démocrate européiste.

Anobli pour ce talent unique, il est le témoin presque emblématique de l'idiotie de l'époque.

Nous avons décidé de ne jamais traiter sur ce blog de cette noble figure pour ne pas aggraver votre tendance naturelle à la critique. Mais la couverture de cet ouvrage est telle dans les médias français qu'il faut bien faire un certain travail de correction.

Comme toujours on met en avant des chiffres exacts mais avec une interprétation fausse.

Citons : « dans les années 1990-2000 la dette privée augmentait de 15 % d'an. On croyait que cette augmentation était indispensable pour atteindre un tel niveau de croissance [5 %] ».

L'auteur ne comprend absolument rien à la cause de la hausse de la dette privée et accuse un « on » dont il ne donne aucune composante. À cette époque de très nombreuses voix se sont élevées pour contester les mécanismes qui poussaient à cette hausse indécente, dont celle de Maurice Allais qui a été particulièrement forte et précise. Ce sont les énormes excédents et déficits croisés de l'époque

qui ont créé la bulle de crédits mais il est hors question ni de le voir, ni de le critiquer. Cela forcerait à aller trop loin dans la remise en cause des idées communes et ferait perdre tous les beaux postes publics, privés et parapublics.

Citons : « Les crédits ne financent pas les investissements productifs » Ils « alimentent la distribution de crédits immobiliers ». Là encore, c'est parfaitement exact. Nous avons théorisé cette forme d'économie, sous le nom d'« économie baudruche » car elle finance la recherche spéculative de gains en capital, donc des bulles alimentées par la création monétaire.

Au lieu de voir la vraie cause, l'auteur sombre dans le politiquement correct à trois balles en incriminant la montée des inégalités. On retrouve le keynésianisme pour enfant de chœur qui explique que les riches consomment moins que les pauvres et donc perdent les ressources rares dans des spéculations honteuses. Comme pour la « cupidité des banquiers », il semblerait que dame nature ait voulu que les riches entre 1990 et 2 000 se soient mis spontanément à investir comme des malades dans l'immobilier.

L'auteur manipule des « marqueurs » de gauche, nécessaires à sa crédibilité dans l'ambiance du moment, rejoignant Krugman et tous les keynésianistes américains. L'explication est totalement fautive. La France n'a pas connu d'amplification de l'écart de richesses entre riches et pauvres et l'immobilier est tout de même monté à des sommets. La plus grande crise immobilière a eu lieu avant : avec la spéculation mondiale sur les bureaux de 88 à 91, source de la gravité de la crise de 92-93. L'auteur de toute façon est incapable de couvrir la période 1971 – 2008. Les dettes créées n'ont, nulle part ailleurs qu'aux États-Unis, avec les subprimes garanties par l'État, servi à financer les achats des pauvres.

La création monétaire forcenée des banques centrales a fait baisser les taux d'intérêt si bas que tout le monde a cherché à emprunter, les plus gros emprunteurs étant les états et les fonds spéculatifs.

Citons : « Je vous défie de trouver une seule entreprise allemande ayant augmenté un tant soit peu ses plans d'investissement du fait de l'annonce de l'assouplissement quantitatif de la BCE ». « Si elle a un tant soit peu fonctionné c'est uniquement parce qu'elle permet de relâcher les politiques budgétaires ».

Ce que notre auteur oublie c'est que cette politique a eu pour but principal de sauver les banques (et les dépôts du grand public) confrontées à une perte globale supérieure à 10 mille milliards de dollars et les États sur endettés. On ne voit pas trop où a été le relâchement des politiques budgétaires. Demander aux Grecs.

Le sous-investissement a été la caractéristique principale de toute la période 1971-2016, et correspond à l'installation de l'économie baudruche par les accords de la Jamaïque.

Citons : « [les banques centrales] doivent financer les déficits de façon permanente en monétisant la dette des États. En clair en faisant marcher la place à billets ».

Eureka, j'ai trouvé ! Youpi, c'est facile ! Le Graal, j'ai trouvé le Graal ! Vive la planche à billets !

En revanche il faut contraindre les banques pour qu'elles ne prennent pas de risques insensés. On oublie d'expliquer pourquoi elles ne finançaient pas l'investissement ni pourquoi l'investissement ne serait pas risqué.

Tout cela est de la posture et n'a strictement aucun intérêt ni explicatif ni curatif. On fournit à tous les « marqueurs » idéologiques qu'ils attendent et on les présente « en même temps » comme tout bon haut fonctionnaire ambitieux, sans se soucier de rien, ni des explications ni des contradictions. Cela permet d'être édité, puisqu'on n'a aucun ennemi, et de briguer les postes les plus éminents, puisqu'on défend l'État, les petits pauvres et la facilité, tout en se flattant d'être « pro business ».

Et d'être fait Lord. Une pensée nulle servie par une sorte d'imposteur sympathique, à éviter absolument comme dirait le Canard Enchaîné !